

Initiatives ministérielles

Le quatrième point que j'aimerais soulever et que mes collègues du Bloc Québécois et d'autres collègues du NPD ont déjà soulevé est celui-ci: Quelles sont les retombées financières pour le reste du Canada? Est-ce que c'est seulement parce que le Québec va envoyer un peu de sable ici, qu'il va envoyer un peu de technologie, ou que les autres provinces vont envoyer un petit peu de main-d'oeuvre? Sont-ce là les retombées concrètes que nous cherchons à obtenir? Pas moi en tout cas. Je veux avoir de vrais emplois, des emplois permanents pour tout le Canada et des emplois dans la haute technologie. Pourquoi ne pas avoir la garantie que nous n'allons pas seulement jouer un peu les pompistes pour les Américains avec le pétrole d'Hibernia? Pourquoi ne pas faire un certain traitement de ce pétrole pour vendre de l'essence, pour envoyer l'essence, pour avoir une autre technologie?

Je peux vous parler de l'est de Montréal. On a eu toute une panoplie de raffineries qui ont fermé, créant des chômeurs par centaines dans l'est de Montréal. Pourquoi présenter un projet de loi qui ne traite pas de ce problème? Je trouve qu'on n'a pas de retombées financières avec ce projet, sans parler des retombées dans le sens que l'on peut avoir des raffineries qui pourraient traiter ce pétrole qui sera le produit même d'Hibernia. Je trouve cela insensé, inacceptable.

Et, finalement, je veux dire qu'on a un problème même si toutes nos garanties ont été. . . Le gouvernement a accepté les demandes qui font que les entreprises canadiennes vont profiter au maximum de ce projet Hibernia.

Le traité de libre-échange nous cause des problèmes très sérieux. Et c'est là où je veux vous parler de mes collègues du Bloc québécois et mes collègues conservateurs qui ont créé la situation qui fait que nous ne pouvons même pas obliger les Américains ou obliger les gens qui vont s'entendre avec ce projet de loi de créer de l'emploi chez nous. Plus que cela, parce que les Américains vont dire que c'est contre le traité. Et qui a signé le traité?

Une voix: Pas nous!

M. Edmonston: Quel gouvernement? Je m'excuse. Mais je peux vous dire, mes collègues du Bloc québécois, pas maintenant parce qu'ils sont le Bloc québécois, mais quand ils étaient avec le gouvernement conservateur. . .

Une voix: Pas tous!

M. Edmonston: Mon collègue, le député d'Alberta, mon collègue du NPD a déjà soulevé le fait qu'il y a eu un vote, et que les membres du Bloc québécois qui sont des anciens députés du parti conservateur ont voté en faveur du libre-échange. Et c'est le fait que nous avons un libre-échange, c'est ce traité de libre-échange, au-

jourd'hui, qui nous crée un blocus contre un genre d'amélioration de la situation.

Autant j'appuie mes collègues du Bloc québécois, je veux quand même déplorer le fait que plusieurs de mes collègues du Bloc québécois ont créé la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Avec les meilleures intentions du monde, on ne peut pas faire grand-chose parce qu'en fin de compte ce sont eux qui ont aidé le gouvernement à adopter le traité sur le libre-échange.

Alors je trouve cela déplorable qu'aujourd'hui, quand il veut défendre les intérêts du Québec et du Canada. . . parce que j'ai entendu mon collègue libéral qui se réjouit du fait que parce que le Bloc québécois voulait avoir le plus de retombées financières partout au Canada, cela veut dire qu'ils sont des Canadiens et qu'ils sont en faveur du *statu quo* canadien. . . Je ne suis pas prêt à dire cela. . .

M. Lapierre: Pour l'instant.

M. Edmonston: . . . pour l'instant. Mais seulement je veux dire qu'il y a présentement une contradiction. On veut défendre les intérêts des Québécois, mais on a créé une situation déplorable dans le sens qu'on ne peut pas défendre les intérêts québécois dans ce projet Hibernia parce que le traité de libre-échange nous empêche de le faire.

Une voix: C'est faux!

M. Edmonston: Maintenant, en guise de conclusion, madame la Présidente, je pense que c'est nécessaire d'avoir des projets comme celui d'Hibernia et ailleurs au Canada. Je ne suis pas nécessairement contre les gens de Terre-Neuve, et je ne suis pas contre les gens d'ailleurs. C'est juste que ce projet de loi n'est pas un projet de loi équitable. Ce n'est pas équitable pour le Québec et ce n'est pas équitable pour le reste du Canada. Et je pense surtout, et cela est le point le plus fatal dans ce projet de loi, que c'est pour cette raison que j'appuie l'amendement de mes collègues du Bloc Québécois. Et je suis extrêmement désolé de voir que mes collègues du parti libéral peuvent présenter un sous-amendement tellement opportuniste qui ne veut rien dire exactement.

M. Vincent Della Noce (secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national): Madame la Présidente, c'est avec un grand plaisir que je prends la parole pour. . .

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): J'invoque le Règlement, madame la Présidente.

Mme le vice-président: L'honorable député de Shefford fait un rappel au Règlement.

M. Lapierre: Étant donné que je vous ai fait un rappel au Règlement avant que le député de Laval-Est ne prenne la parole, je veux déposer la motion suivante:

Que le député de Rosemont soit maintenant entendu.